



3 MAI JOURNEE MONDIALE DE LA LIBERTE DE LA PRESSE

DECLARATION DES SYNDICATS FRANÇAIS (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes)

La liberté d'informe menacée par la vague réactionnaire en Europe : Ne laissons pas faire !

Jamais la journée de la liberté de la presse n'aura pris une telle importance devant la montée en Europe, et maintenant en France, de la marée brune charriant les thèses de l'extrême-droite raciste et xénophobe, réactionnaire et ultralibérale.

La Pologne, après la Hongrie, est devenue le laboratoire grandeur nature des atteintes aux libertés publiques et parmi celles-ci, la liberté d'informe et d'être informé. Après la main mise des gouvernements ultra-conservateurs sur les médias publics, est désormais en ligne de mire l'asphyxie économique programmée des médias indépendants. Les journalistes, dignes de ce nom, y sont devenus des parias.

Aux frontières de l'UE, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan affiche le triste record d'être la plus grande prison au monde pour les journalistes : 150 de nos confrères sont détenus dans les prisons du régime de l'AKP. Pour mieux contrôler l'informe, la plupart des médias sont sous la coupe du pouvoir et de ses alliés. Des milliers de journalistes sont privés d'emploi ou contraints à l'exil. Après le récent référendum marqué par le bourrage des urnes dénoncé par les observateurs internationaux, le « sultan » Erdogan a les pleins pouvoirs. Menaçant de réintroduire la peine capitale, osera-t-il assassiner des journalistes ?

Outre-Atlantique, le démagogue Donald Trump vilipende les journalistes en les désignant comme « ennemis » à la vindicte populaire. Ses services se font les champions des « fakenews » pour tromper l'opinion publique. En vain, heureusement jusqu'à présent.

Aujourd'hui, la France n'est pas épargnée par cette montée des idées identitaires, haineuses, xénophobes, homophobes et jour après jour grandissent les menaces sur les journalistes et la liberté d'expression. En témoignent, les pratiques du Front national et de la candidate Marine Le Pen lors de la campagne pour la présidentielle. Exclusion des médias qui déplaisent, violences et menaces contre les journalistes de la part des sbires du FN sur ordre des dirigeants lepénistes, une pratique bien connue de ce parti extrémiste.

Deux ans après la tuerie de Charlie Hebdo et les grandes marches qui ont réuni des millions de manifestants pour crier haut et fort le droit à la liberté d'expression, les syndicats de journalistes SNJ, SNJ-CGT et CFDT Journalistes appellent la profession toute entière à prendre la mesure des dangers et les citoyens à se mobiliser pour leur droit

d'être informés à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, ce 3 mai.

Il y a urgence. Sans information libre, il n'existe pas de démocratie réelle.

Paris, le 2 mai 2017